Taïwan - Réveil stratégique de l'Europe

Face à la rivalité sino-américaine,
quels choix stratégiques pour une Europe souveraine ?



Groupe Cursol

couverture crédits
Norbert Laurençon

Taïwan -

Réveil stratégique de l'Europe

Positionnements possibles de la France et de l’Europe

Auteurs

Cette étude a été réalisée par le groupe Cursol constitué de :

Dominique Delpuech : conseiller stratégique auprès du préfet de Nouvelle-Aquitaine,

Gilles Fonblanc : retraité, secrétaire général d'Ariane Group et fondateur de GFC partners,

Jean Bernard Gilles : retraité, en charge du service Économie du Journal Sud Ouest, conseiller Économie au cabinet d'Alain Rousset,

Laurent Lherbette: général de corps aérien (2S), Officier général de la zone de défense et sécurité Sud-Ouest de 2021 à 2024,

Éric Meyer : retraité. Analyste, résident pendant 32 ans en Chine, correspondant de Presse,

André Ruche: retraité, diplomate, consul à Singapour,

Norbert Laurençon : retraité, vice-président de Snecma Propulsion solide devenu Arianegroup ; (33e Chear).

Sommaire

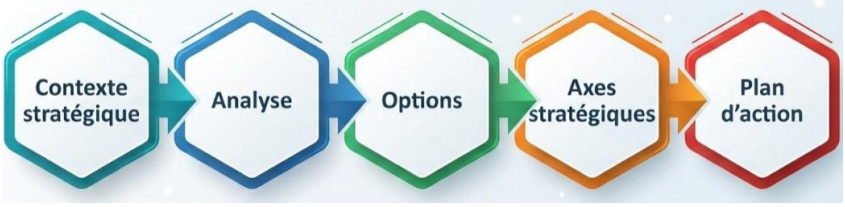
Introduction **1**
1 — Pourquoi s'intéresser à Taïwan ? **1**
2 — Quelles questions se poser pour l'Europe et la France vis-à-vis de Taïwan ? **3**
3 — Situation politique actuelle de Taïwan **4**
4 — Les scénarios possibles **8**
5 — Analyse SWOT de la position de l'Europe, face à une crise internationale liée à Taïwan **14**
6 — Croisement SWOT et définition des options stratégiques possibles **17**
7 — Quels axes stratégiques pour les trois options ci-dessus **19**
8 — Stratégie européenne proposée pour une crise à Taïwan **21**
9) Plan d'action **24**
Conclusion **36**
Annexe — Récit européen : une Europe maître de son destin **37**
Lexique **43**

Une crise à Taïwan ne se limiterait pas à une confrontation régionale ; elle bouleverserait les équilibres des puissances mondiales et mettrait à l'épreuve nos approvisionnements, nos industries et notre liberté d'action. Face à la rivalité sino-américaine, comment passer d'une Europe dépendante à une Europe souveraine ? Cette étude explore les scénarios de crise possibles et propose des leviers concrets : défense commune, maîtrise des technologies critiques, diversification des partenariats et mobilisation des citoyens.

Taïwan, un révélateur de nos vulnérabilités et l'occasion d'un réveil stratégique européen.

Introduction

L'objectif de cette étude est de faire le point de la situation sécuritaire de Taïwan, ainsi que des perspectives, défis et opportunités qui en découlent pour l'Europe et la France.



1 — Pourquoi s'intéresser à Taïwan ?

Taïwan n'est aujourd'hui qu'un point particulier de la situation internationale, mais cette île peut devenir un catalyseur susceptible de mettre en évidence les nouveaux équilibres qui nous impacteront à l'avenir.

C'est un acteur clé de la technologie mondiale

Taïwan produit une part essentielle des puces électroniques les plus avancées au monde (80 % environ via TSMC). Sans ces composants, une grande partie des productions modernes seraient affectée : smartphones, intelligence artificielle, automobile, systèmes militaires high-tech. Taïwan est également un fournisseur de terres rares indispensables dans les nouvelles technologies.

On peut ainsi conclure qu'aujourd'hui, l'économie mondiale serait très affectée si le statu quo actuel entre la Chine et l'île était modifié.

Taïwan est une île soumise à une pression politique et militaire constante de la Chine

La Chine considère Taïwan comme une partie de son territoire, alors que Taïwan fonctionne *de facto* comme un État démocratique autonome. Pour Pékin il s'agit d'une question de souveraineté et de fierté nationale, en particulier pour le président Xi Jinping qui a déclaré à plusieurs reprises que la réunification Chine-Taïwan était un de ses objectifs prioritaires. « Réunifier la Chine » est présenté comme une mission historique.

A contrario, devoir renoncer définitivement à ses revendications sur Taïwan serait perçu par le Parti communiste chinois comme une humiliation historique et un aveu de faiblesse du Parti.

C'est également un enjeu stratégique militaire, car, selon la doctrine formulée par l'amiral Liu Huaqing, Taïwan, avec les archipels qui la bordent à son Nord (Japon) et son Sud (Philippines), constitue le point clé d'une chaîne terrestre aisément défendable qui bloque l'accès direct de la marine chinoise au Pacifique, notamment aux sous-marins obligés de passer par des routes maritimes à faible profondeur faciles à surveiller. Au cœur des routes maritimes reliant la Chine à l'Europe, l'Amérique, l'Afrique et l'Océanie, Taïwan joue un rôle clé dans le commerce international et dans l'équilibre militaire du Pacifique.

C'est une démocratie dynamique (élections libres, liberté de la presse, droits civiques) dans une région où c'est rarement la norme. Pour beaucoup de pays dans le monde et notamment la Chine, Taïwan agit comme un contre-modèle du système autoritaire chinois et est ainsi considéré comme un danger par Pékin.

Taïwan s'impose aussi par une identité culturelle unique en Asie avec un mélange d'influences chinoises, japonaises et locales, et une société moderne, créative et ouverte.

C'est l'un des théâtres où un conflit armé pourrait avoir des conséquences mondiales lourdes

Le maintien du statu quo actuel entre la Chine et Taïwan repose sur un équilibre fragile, qui permet d'éviter une rupture des approvisionnements mondiaux de semi-conducteurs, indispensables à de nombreuses industries telles que citées ci-dessus.

De plus, une modification des routes maritimes qu'entraînerait un rattachement de Taïwan à la Chine, serait source de déstabilisation et d'inflation pour le commerce international.

Une rupture du statu quo pourrait conduire les États-Unis à renforcer leur volonté de contenir la Chine et à montrer à leurs alliés (Japon, Corée du Sud, Philippines, Australie…) une preuve de leur capacité de les défendre. On notera qu'actuellement, les USA maintiennent un « doute stratégique » sur leur éventuelle intervention en cas d'action de la Chine contre Taïwan.

Cependant, pendant l'ère Trump, au vu de ses dernières déclarations, les États-Unis semblent moins enclins à prendre le risque d'un conflit avec la Chine au sujet de Taïwan.

2 — Quelles questions se poser pour l'Europe et la France vis-à-vis de Taïwan ?

L'hypothèse de travail retenue est celle d'une dégradation de l'environnement international marquée par la rivalité croissante entre grandes puissances, en particulier entre les États-Unis et la Chine, avec un risque de crise majeure en Indo-Pacifique autour de Taïwan.

Ce contexte se caractérise également par une accélération des évolutions géopolitiques, marquées par la succession rapide de crises et d'initiatives unilatérales de grandes puissances enhardies par le recul de l'ordre établi international. Cette dynamique impose à la France et à l'Europe de renforcer leur capacité d'anticipation et de reprise

en main afin de ne pas se limiter à des postures réactives. Dans ce contexte, la question stratégique centrale peut être formulée ainsi :

Quelles postures stratégiques la France et l'Europe doivent-elles adopter afin de préserver leurs intérêts fondamentaux dans un système international marqué par la rivalité entre grandes puissances et l'instabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales ?
Cette question se pose notamment pour Taïwan et dans l'Indo-Pacifique, où se concentrent les principales tensions et les recompositions stratégiques.

Le cadre temporel de l'étude a été fixé de 2026 à 2049, date-butoir pour la réunification du pays ; établie de longue date par l'appareil du PCC, reprise à son compte par le président Xi.

3 — Situation politique actuelle de Taïwan

3. 1 À l'international

Douze États reconnaissent Taïwan, parmi lesquels le Vatican, le Paraguay, le Guatemala, Haïti…

Dans leur totalité, les grandes puissances ont renoncé à leurs relations diplomatiques avec Taïwan, ceci au nom de l'axiome chinois d'une seule Chine — la République populaire —, et de son exigence envers tout pays de rompre avec l'île nationaliste préalablement comme condition à toute relation commerciale.

La surpuissance économique et l'influence de la Chine continentale n'ont guère laissé d'autre choix aux nations que celui de reconnaître Pékin plutôt que Taipei, quitte, pour ces dernières, à entretenir avec l'île des relations économiques et stratégiques officieuses, mais fortes — c'est le cas notamment des USA, du Japon, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Australie, du Canada ou de la France, par l'entremise de bureaux de représentation et dans le cadre d'accords commerciaux ou techniques.

On notera que les USA fournissent de l'armement ainsi qu'une coopération militaire indirecte, d'une importance décisive pour la survie du nain face au géant chinois. Le *Taïwan Relations Act* (TRA) est une loi américaine adoptée par le Congrès en 1979, après la rupture formelle des relations avec l'île et l'ouverture d'une ambassade à Pékin. Cette loi constitue encore aujourd'hui le cadre de la relation avec Taipei.

Ses principales dispositions sont les suivantes :

- maintien de relations non officielles : les États-Unis continuent leurs relations économiques, culturelles, scientifiques et commerciales avec Taïwan par l'intermédiaire de l'*American Institute in Taïwan*, qui remplit de fait les fonctions d'une ambassade ;
- vente d'armes défensives : la loi prévoit que les États-Unis fournissent à Taïwan des armes et des services militaires « de caractère défensif », afin que l'île puisse assurer sa propre défense. Le dernier contrat signé en fin d'année 2025 d'un montant de 11 milliards a beaucoup fait réagir Pékin ;
- capacité américaine de réaction : les États-Unis revendiquent la capacité de résister à tout recours à la force ou à toute coercition qui mettrait en danger la sécurité ou le système économique et social de Taïwan ;
- importance d'un règlement pacifique : il déclare que toute tentative de déterminer l'avenir de Taïwan par des moyens autres que pacifiques (y compris un blocus ou un embargo) constituerait une grave préoccupation pour les États-Unis.

3. 2 En interne

Les deux formations majeures, Le Kuo-Min-Tang (KMT, parti nationaliste) et le parti démocrate progressiste (DPP), s'affrontent régulièrement lors des élections ; d'autres partis de moindre influence complètent l'échiquier politique.

Plutôt favorable au rapprochement avec la Chine, le KMT ne reconnaît cependant que la « République de Chine », fiction d'une Chine limitée au territoire de l'île taïwanaise, bien différente de la République

populaire avec son territoire immense et son peuplement d'une vingtaine de pour cent de l'humanité.

De son côté, le DPP accepte lui aussi la définition d'une « République de Chine », mais va plus loin en militant pour l'indépendance — le passage à une « République de Taïwan » souveraine.

Le dernier scrutin, le 13 janvier 2024, a abouti au tableau suivant :

- Au Yuan législatif (le Parlement) :
  - ▷ KMT : 52 sièges
  - ▷ DPP : 51 sièges (il était majoritaire depuis 2016),
  - ▷ TPP (Taiwan People's Party) : 8 sièges,
  - ▷ Indépendants : 2 sièges
- Aux présidentielles :

Lai Ching-te, vice-président sortant, DPP, a été confortablement réélu avec 40,5 % des suffrages. Le système donne au président un rôle fort en matière diplomatique et militaire, mais le Parlement contrôle le domaine législatif et les finances.

Sans être majoritaire à l'assemblée, le DPP gouverne l'île en tenant la présidence, mais lors du vote des lois et budgets au Yuan législatif, il doit négocier et transiger avec le TPP pour faire passer ses projets.

Cheng Li-wun, nouvelle présidente du Kuo-Min-Tang (KMT) élue en novembre 2025 a effectué le 10 avril 2026 une visite en Chine au cours de laquelle elle a rencontré Xi Jinping en sa qualité de secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC). Cette visite, la première en dix ans, a permis une relance des relations entre les deux partis : Cheng Liwun et le président chinois ont promu « le développement pacifique des relations entre les deux rives du détroit », et Xi a affirmé que son objectif final restait l'unification.

Les médias sociaux chinois ont surnommé la présidente du KMT « la déesse de l'unification ». Elle s'en est d'ailleurs prise à l'impérialisme occidental et japonais les rendant responsables de la division de la Chine et elle a accrédité le discours ethnique cher au nationalisme chinois. Clivante, sa visite et ses prises de position ont donné lieu au sein de l'opinion insulaire à des réactions contrastées,

On voit ainsi que la situation politique interne à l'île demeure fragile et que la montée du KMT, si elle se confirmait en 2028 lors des prochaines élections, pourrait modifier les relations avec la Chine. La présidente du KMT a réaffirmé que son parti s'oppose à l'indépendance formelle de Taïwan et soutient la communication pacifique avec Pékin. Tout passage à la « République de Taïwan » serait pour Pékin un casus belli immédiat.

3. 3 Les relations économiques entre la Chine et Taïwan

C'est à partir des années 1980 que Taïwan a commencé à développer son tissu industriel en Chine grâce aux avancées technologiques et industrielles très importantes réalisées dans l'île entre 1960 et 1980. Mais la plus grosse vague des investissements taïwanais sur le continent se situe dans les années 90. Basés au départ sur les biens de consommation (textiles et habillement, jouets, agroalimentaires…) ces investissements ont progressivement évolué entre 2000 et 2010 vers l'électronique, l'informatique, les composants de haute technologie, les semi-conducteurs, la pétrochimie et l'industrie lourde ; ils ont également aujourd'hui atteint le domaine tertiaire : banques, services, assurance distribution.

Le modèle appliqué passe par : conception/gestion à Taïwan production en Chine exportation vers les marchés mondiaux.

On peut ainsi dire que Taïwan a aidé la Chine à se développer ; aujourd'hui, 231 000 Taïwanais travaillent en Chine, mais probablement plusieurs millions de Chinois travaillent directement ou indirectement grâce aux entreprises taïwanaises.

Par contre, les investissements chinois à Taïwan sont restés très faibles.

Taïwan a progressivement ouvert certains secteurs aux capitaux de Chine continentale, mais les investissements directs chinois ont toujours été soumis à des restrictions beaucoup plus fortes que les investissements taïwanais en Chine

Les investissements ont principalement concerné : commerce et industrie, finances, tourisme, hôtellerie

On obtient donc une situation extrêmement asymétrique :

Taïwan → Chine

- des dizaines de milliers d'entreprises ;
- des dizaines de milliards de dollars investis ;
- des usines gigantesques ;
- des millions d'emplois chinois.

Chine → Taïwan

- quelques milliers de projets ;
- surtout services et commerce ;
- accès très limité aux secteurs stratégiques.

Cependant la Chine a cherché à prendre des positions économiques de façon indirecte, par exemple via Hong Kong et Singapour, notamment dans le secteur des médias, ce qui démontre bien la volonté chinoise d'atteindre la société taïwanaise.

4 — Les scénarios possibles

Les trois scénarios retenus dans cette étude décrivent une progression possible vers une guerre pour laquelle il est difficile de trouver des limites géopolitiques. L'implication des États-Unis sera déterminante pour dimensionner le niveau du conflit.

Bien qu'ils maintiennent aujourd'hui une incertitude stratégique, les écrits de la NSS *(National Security Strategy)* montrent que leur principal intérêt se situe dans la circulation maritime en Asie du Sud-Est, notamment dans le détroit de Taïwan et à un degré moindre dans l'approvisionnement des semi-conducteurs. Il est fort probable que les États-Unis n'engageront pas de troupes sur place, mais qu'ils continueront à armer Taïwan afin de dissuader la Chine d'attaquer l'île.

Les changements de régime politique, tels que décrits ci-dessus, peuvent entraîner une modification des scénarios aujourd'hui sur la table. On note à ce sujet que les possibles successeurs de XI auront probablement, s'ils poursuivent la voie actuelle, un comportement plus tourné vers la souplesse et que la montée du KMT à Taïwan est un facteur de négociation plutôt que d'affrontement.

Quel que soit le scénario, un processus de normalisation des relations Chine-Taïwan au profit de la Chine paraît inéluctable, compte tenu de la volonté de Pékin de retrouver avant 2049 une Chine unifiée, mais aussi parce que Taïwan représente pour la Chine un atout stratégique permettant notamment un accès aux voies sous-marines beaucoup plus discret que celui emprunté aujourd'hui. D'autre part, cette intégration de Taïwan à la RPC offrira à la Chine, sur les routes maritimes de l'Asie du Sud-Est (dans le détroit de Taïwan), un levier de pression chinoise sur les autres puissances maritimes et une capacité d'influer sur la fluidité de ces routes.

Quel que soit le scénario, la France et l'Europe n'ont à ce stade pas d'atout déterminant à jouer, si ce n'est la nécessité pour les USA de disposer d'un allié soutenant leurs positions face à la Chine, et dans la perspective de l'émergence du Sud global.

4. 1 Analyse détaillée des scénarios

Scénarios	Constats en faveur du scénario	Conséquences
1) Accord diplomatique : Solution politique négociée et unification progressive sans conflit ouvert., mais pouvant toutefois comprendre un blocus limité, et une neutralisation des sites qui permettent le fonctionnement de l'île. Ex : aéroport de Taipei et port de Kaohsiung	Ce scénario offrirait à Taïwan la possibilité de négocier un maintien minimal d'autonomie, notamment sur les plans symbolique, institutionnel et industriel, tout en renonçant à l'indépendance formelle. Il permettrait ainsi d'éviter une guerre ou un blocus dont l'issue serait incertaine. – Possibilité pour la Chine de satisfaire son objectif de réunification politique, en faisant mûrir progressivement cette réunification qui pourrait être réalisée sur une durée longue pouvant aller jusqu'en 2049 *NB : Pour préserver sa crédibilité, le Parti communiste chinois ne peut pas se permettre d'engager une guerre dont l'issue serait incertaine.* *NB : soucieux de sa pérennité, au cours de son histoire, le PCC a généralement gardé pour approche de ne pas se lancer dans une guerre sur l'issue de laquelle plane un doute.* – Ce scénario évite pour la Chine un accroissement des tensions avec le monde occidental et la mise en place de sanctions de toute nature, il offrirait également aux États-Unis la possibilité d'éviter un conflit ouvert, dont l'implication serait difficile à limiter. Une négociation avec la Chine pourrait conduire à une forme de retenue (neutralité) américaine, à condition toutefois que soit préservée la liberté de circulation maritime dans le détroit de Taïwan et, plus largement, en Asie du Sud-Est. – Lassitude de la population actuelle taïwanaise, des jeunes et du Kuomintang, entraînant une érosion du soutien des populations à une indépendance formelle ; – Liens économiques et échanges actuels entre la Chine et Taïwan importants ; – La nature des Chinois (La stratégie chinoise ?) est plutôt tournée vers le Softpower que vers le Hardpowe.r	– Évite pour tous une guerre coûteuse humainement et financièrement – Permet la continuité des chaînes d'approvisionnement, notamment pour les semi-conducteurs pour la Chine et le reste du monde. – Situation centrale de la Chine sur les routes maritimes d'Asie du Sud-Est ; négociations nécessaires sur ce sujet avec les Occidentaux

Scénarios	Constats en faveur du scénario	Conséquences
2) Forte pression chinoise sur Taïwan blocus complet sans engagement d'une guerre ouverte.	L'augmentation spectaculaire des intrusions aériennes et navales, ainsi que la multiplication des exercices militaires autour de l'île, va dans le sens de ce scénario. – Stratégie possible sans difficulté majeure pour la Chine : intimidation hybride avec d'importantes attaques Cyber pouvant aller jusqu'à une coupure de l'Internet. La Chine pourrait également exercer une pression accrue sur les voies aériennes et maritimes, ainsi que sur les infrastructures et la population taïwanaise, dans l'objectif de provoquer une évolution politique interne favorable à ses intérêts. – Scénario de test de la position américaine et du monde occidental Renforcement de la défense de Taïwan, avec l'aide des États-Unis sans coupure des relations avec la Chine – Scénario assez facile à mettre en œuvre pour Pékin sans coût important, notamment en vies humaines – Scénario montrant la capacité chinoise à savoir faire face et à accroître sa puissance sans guerre majeure Envahir Taïwan ne serait pas une opération aisée vu la nécessité de lancer d'une opération amphibie avec des moyens humains et matériels très importants	– Rupture progressive des chaînes d'approvisionnement pour l'Europe et les États-Unis, coupure des routes maritimes pendant le blocus, inflation mondiale, choc et crise économique ; – Chaînes de production mondiales susceptibles d'être stoppées dans des domaines clés ; automobile aéronautique, IA… – Réaction possible de la population chinoise vis-à-vis du commerce et des liens existant avec Taïwan – Économie chinoise elle-même affectée, mais de façon moindre que lors d'une invasion

Scénarios	Constats en faveur du scénario	Conséquences
3) Invasion militaire chinoise et guerre ouverte contre Taïwan	– Taïwan est considéré par Pékin comme une province rebelle, à faire rentrer dans le rang – Une intervention rapide pourrait être perçue à Pékin comme un moyen d'affirmer la force du pouvoir central et de consolider la position de Xi Jinping, à condition que l'opération soit menée rapidement et apparaisse maîtrisée. – Au regard de sa puissance économique et militaire actuelle et de sa supériorité de plus en plus évidente face à Taïwan, la Chine peut mettre en place les moyens nécessaires sans trop craindre les sanctions et représailles occidentales. – Développement massif des forces armées chinoises et notamment de la marine : La Chine peut déployer rapidement ses forces navales, aériennes et balistiques sur l'île — distante de 140 km seulement — grande proximité, qui défavorise d'autres belligérants potentiels. – Neutralité, voire soutien, des pays du Sud global, notamment de la Russie. Difficultés d'accord entre les pays d'influence occidentale (US, Europe, Japon, Corée du Sud, etc., qui auront du mal à s'entendre sur une position commune face à l'avancée chinoise. Une administration américaine plus prudente, ainsi qu'une opinion publique réticente à tout nouvel engagement militaire direct après les expériences de l'Irak, de l'Afghanistan ou du Vietnam, voire de l'Iran, pourrait limiter la probabilité d'une intervention sur le terrain.	– Guerre majeure avec fortes tensions internationales. – Rupture des chaînes d'approvisionnement pour l'Europe et les États-Unis, coupure des routes maritimes, choc économique et écroulement des bourses ; – Choc technologique, vu le manque de puces électroniques et de semiconducteurs. – Blocage des routes maritimes et difficultés locales pouvant entraîner une extension du conflit au Japon dans les Philippines ou en Corée du Sud – Économie chinoise elle-même très affectée par la guerre et les sanctions

En notant la probabilité d'occurrence des trois scénarios avec 12 pour le plus probable,6 pour le second et 3 pour le troisième, notre groupe d'étude donne la plus forte probabilité d'occurrence au scénario 2 (72) devant le scénario 1 (45) et le scénario 3 (30)

Notre étude fait ressortir que les scénarios 2 et 1 sont dans l'ordre les plus plausibles dans la situation actuelle compte tenu :

- du stade développement de l'Armée populaire ;
- de la position des États-Unis accompagnés par leurs alliés ;
- de l'intérêt général d'éviter une guerre ouverte et ses conséquences internationales.

4. 2 En synthèse :

Pour simplifier et du fait de la proximité des scénarios 1 et 2 on retiendra uniquement deux d'entre eux

Scénario 1 : Pression

Il est jugé comme le plus probable par notre groupe : pression hybride, blocus progressif de Taïwan, neutralisation de points clés (aéroport de Taipei et port de Kaohsiung).

La Chine chercherait à contraindre Taïwan par des moyens hybrides (pression militaire limitée, sanctions économiques, cyberattaques, désinformation, entrisme, espionnage, corruption, actions de lobbying ciblées) afin d'obtenir une réunification sans conflit militaire direct. Ce scénario nous paraît être le plus probable

Scénario 2 : Intervention militaire directe.

La Chine utiliserait la force pour imposer la réunification, au risque d'une extension du conflit aux États-Unis et à leurs alliés.

Un tel scénario entraînerait des dégâts considérables de part et d'autre, à la destruction massive d'infrastructures, une dévastation potentielle de l'île, des frappes sur des zones urbaines du continent,

ainsi qu'un impact systémique sur l'économie mondiale, notamment en cas de paralysie ou de destruction du secteur taïwanais des microprocesseurs.

Ainsi, on voit se dessiner deux tendances en opposition de phase, l'évolution inéluctable du rapport continent/Île, et le maintien du statu quo actuel pour plusieurs années encore.

5 — Analyse SWOT de la position de l'Europe, face à une crise internationale liée à Taïwan

À partir des scénarios ci-dessus, une analyse SWOT a été réalisée afin d'identifier les facteurs stratégiques clés pour la France et l'Europe. Un résumé est donné ci-après.

5.1 Forces

- Capacité d'analyse et d'interprétation des conflits hybrides
- Poids économique et commercial : l'UE reste un marché majeur, capable de contraindre la Chine via des sanctions, pour l'accès à son marché.
- Base industrielle et technologique de défense (BITD) solide
- Maîtrise des principales filières industrielles et technologiques critiques (nucléaire civil et militaire, aéronautique, spatial, chimie, santé, télécommunications)
- Capacités militaires complètes et expérimentées, fondées notamment pour la France et le Royaume-Uni, sur une armée professionnelle
- autonome et projetable, grâce en particulier à la France
- Puissance maritime (deuxième ZEE mondiale) appuyée sur une présence navale et des points d'appui dans les territoires ultramarins permettant de faire face à un conflit limité
- Infrastructures et réseaux stratégiques (satellites, câbles sous-marins, logistique maritime) contribuant à la résilience et à l'influence
- Capacité relative à couvrir les besoins essentiels de la population

– (énergie, alimentation, eau) en situation dégradée
– Capacité diplomatique et influence normative européenne
– Réseau diplomatique, consulaire, culturel et d'influence particulièrement dense à l'échelle mondiale
– Capacité d'influence internationale héritée (présence multilatérale, réseaux historiques, diaspora)
– Rôle potentiel de la France comme moteur stratégique en Europe ?

En cas de problème majeur, l'Europe garde la capacité de rester neutre, en position de négociatrice potentielle vis-à-vis d'un affrontement possible entre les États-Unis et la Chine et d'avoir une coordination, voire une coopération, avec des alliés : États-Unis, Japon, Corée du Sud, Australie, Indonésie.

5 2 Faiblesses

– Dépendance industrielle et technologique vis-à-vis de l'Asie, notamment de Taïwan, au niveau des semi-conducteurs et des terres rares
– Fragmentation stratégique européenne et manque d'une Europe puissance ; dépendance de l'OTAN et des États-Unis notamment pour la dissuasion (mis à part la France), mais aussi pour l'armement conventionnel
– Capacité de réaction lente face à une crise majeure et brutale pour les décisions, mais aussi et surtout pour la mobilisation des moyens
– Capacités militaires limitées pour une projection majeure en Indo-Pacifique
– Dépendance énergétique structurelle de l'Europe
– Contraintes structurelles économiques et budgétaires (niveau d'endettement, marges de manœuvre limitées)
– Fragilités de cohésion interne (polarisation sociale, défiance envers les institutions, exposition à la désinformation)
– Dépendances critiques dans certains secteurs clés (énergie, médicaments, matières premières stratégiques, batteries)
– Déséquilibres structurels en matière de capital humain et d'attractivité des compétences

5. 3 Opportunités

- Possibilité d'accélérer l'autonomie stratégique européenne et de limiter sa fragmentation face à la position des États-Unis et à la menace de la Russie.
- Renforcement des partenariats stratégiques avec des puissances émergentes (Inde, ASEAN, etc.)
- Relance des politiques industrielles et technologiques.
- Structuration d'une réponse européenne aux coercitions économiques.
- Réorientation des chaînes de valeur et relocalisation de certaines capacités critiques (santé, énergie, technologies).

5. 4 Menaces

- Confrontation stratégique Chine/États-Unis entraînant une crise mondiale très forte avec perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales et risques de ruptures dans des secteurs critiques (énergie, santé, composants technologiques)
- Risque de double front stratégique pour l'Europe (Russie — Asie)
- Remise en cause de l'ordre international par certaines puissances, y compris des alliées traditionnelles
- Volatilité stratégique accrue pour les alliances internationales et affaiblissement des cadres habituels multilatéraux
- Instrumentalisation de leviers hybrides (influence, information, dépendances économiques ou sociétales)
- Inflation, crise boursière et financière mondiale

En conclusion

Pour l'Europe, l'annexion de Taïwan serait un choc systémique, mais elle pourrait aussi être un catalyseur d'autonomie stratégique. Pour l'anticiper et éviter de la subir, l'Europe doit se transformer et utiliser la crise potentielle grave en levier pour devenir une puissance stratégique plus autonome des États-Unis.

6 — Croisement SWOT et définition des options stratégiques possibles

Le croisement des matrices SWOT permet d'identifier quatre logiques stratégiques possibles :

- SO (Forces + Opportunités) : exploiter les forces pour tirer parti des opportunités.
- ST (Forces + Menaces) : utiliser les forces pour contenir les menaces.
- WO (Faiblesses + Opportunités) : réduire les faiblesses grâce aux opportunités.
- WT (Faiblesses + Risques): limiter les risques face aux menaces.

Cette étape constitue le cœur de l'analyse, car elle permet de faire apparaître différentes options stratégiques

À partir du croisement SWOT, **trois options stratégiques** principales ont été identifiées.

Option 1 — « Europe puissance souveraine »

Construction progressive d'une puissance stratégique européenne reposant sur :

- puissance économique ;
- puissance militaire ;
- puissance technologique ;
- puissance normative.

Cette option implique également une capacité à diversifier les partenariats stratégiques, notamment vers l'Indo-Pacifique (Inde, ASEAN, Indonésie), afin de renforcer l'autonomie européenne, de peser dans les équilibres régionaux et de réduire la dépendance vis-à-vis des alliances traditionnelles.

Option 2 — « Alignement stratégique avec les États-Unis »

Renforcement de l'alliance transatlantique et coordination étroite avec Washington. Cette option comporte toutefois un risque accru

de dépendance stratégique dans un contexte d'évolution potentiellement plus unilatérale et de plus en plus imprévisible de la politique américaine.

Option 3 — « Position d'équilibre et de médiation »

Préservation des intérêts européens tout en évitant une polarisation excessive du système International.

Cette option s'inscrit dans une logique de système international multipolaire, fondée sur la diversification des partenariats et une approche équilibrée entre puissances, combinant instruments de puissance économique (soft power) et capacité de dissuasion (hard power).

Remarques :

Les options 1 et 3 entraîneraient une tension avec l'Otan et les États-Unis, car l'alliance repose sur la solidarité stratégique. Aussi, ces options supposent les conditions suivantes :

- une transformation forte de l'Union européenne avec plus d'indépendance militaire et économique. Cette transformation n'est pas possible dans la structure actuelle, vu les dissensions entre pays des trois mers, du bloc central et du Sud ;
- une capacité à sécuriser seule ses intérêts (défense, commerce, technologies), car elle est aujourd'hui très exposée aux deux camps (Chine, US) militairement et économiquement ;
- une politique étrangère plus unifiée, ce qui est aujourd'hui un défi au sein de l'UE ;
- un soutien important d'autres pays en Asie (Inde, ASEAN, Indonésie) en Afrique, voire en Amérique. (Canada, Brésil par exemple).

Ces options supposent une temporalité très importante du type suivant :

2026—2030 : phase d'adaptation stratégique :

Prise de conscience des vulnérabilités et premières transformations dans un contexte d'accélération des ruptures stratégiques et de recomposition rapide des alliances internationales.

NB : En conservant l'Europe actuelle au niveau économique et monétaire, cette phase peut être initiée par une coalition de volontaires pour la constitution d'une Europe militaire et diplomatique qui manque aujourd'hui

2030-2040 : phase de transformation structurelle :

Renforcement des capacités industrielles, technologiques et militaires.

2040-2049 : phase de consolidation stratégique

Affirmation d'un positionnement international stabilisé.

On peut remarquer que ces trois options sont celles de la construction et d'une émergence de l'Europe, quels que soient les soubresauts de l'environnement au niveau mondial.

7 — Quels axes stratégiques pour les trois options ci-dessus

7. 1 Construire une autonomie stratégique européenne dans les domaines de la sécurité et de la défense

Objectifs principaux :

- réduire la dépendance de l'Europe/de la France vis-à-vis d'acteurs extérieurs dans les domaines clés de sécurité et de défense ;
- avoir la capacité à définir et piloter un agenda stratégique propre, en anticipant les évolutions du contexte international et en réduisant

les dépendances vis-à-vis des décisions de puissances tierces, y compris alliées ;
- renforcer les capacités militaires et de dissuasion pour assurer la protection des territoires et des intérêts stratégiques européens.

7. 2 Amplifier notre souveraineté industrielle et technologique

Objectifs principaux :
- Garantir la capacité de l'Europe/de la France à produire et maîtriser les technologies critiques.
- Intégrer la souveraineté énergétique comme composante centrale de l'autonomie stratégique, incluant le développement d'un mix énergétique maîtrisé et la sécurisation des ressources critiques associées.

7. 3 Sécuriser des chaînes d'approvisionnement pour les produits et composants majeurs

Objectifs principaux :
- Limiter la vulnérabilité économique et industrielle face aux ruptures de marché ou aux crises géopolitiques.
- Sécuriser les approvisionnements énergétiques et les ressources naturelles critiques, dans un contexte de transition climatique et de contraintes environnementales croissantes.

7. 4 Construire une puissance normative européenne

Objectif principal : utiliser les standards et régulations comme leviers d'influence globale.

7.5 Construire une diplomatie stratégique à partir des réseaux existants

Objectif principal :

- anticiper et gérer les crises pour promouvoir la paix, la stabilité et les intérêts européens ;
- renforcer les capacités d'intervention diplomatique et de médiation ;
- mettre en place des initiatives de stabilisation dans les zones de crise (humanitaire, reconstruction, sécurité) ;
- coopérer multilatéralement avec des partenariats basés sur des acteurs régionaux et globaux ;
- renforcer les partenariats stratégiques en Indo-Pacifique (Inde, ASEAN, Indonésie), afin d'accroître la capacité d'influence européenne dans cette zone clé et de contribuer à l'équilibre des puissances, notamment dans le contexte des tensions autour de Taïwan ;
- développer des alliances économiques et politiques complémentaires permettant à l'Europe de limiter ses dépendances et de renforcer sa capacité d'initiative dans le système international.

7. 6 Renforcer la puissance économique et financière européenne

Objectif principal : renforcer la capacité de l'Europe à mobiliser ses ressources économiques et financières pour soutenir sa souveraineté, sa sécurité et son développement technologique tout en conservant l'Union monétaire existante

8 — Stratégie européenne proposée pour une crise à Taïwan

8.1 Trois remarques

- On remarquera tout d'abord que le problème de l'influence et du comportement que l'Europe pourrait avoir si la Chine décidait d'envahir Taïwan est en fait un problème générique que l'on retrouve dans la quasi-totalité des crises internationales, par exemple en Ukraine ou en Iran.

- On remarquera également qu'il existe aujourd'hui une forte opportunité pour que l'Europe prenne son destin en main du fait de l'évolution de la position des États-Unis et de la menace de la Russie.
- L'affermissement de ces deux points conduirait à une augmentation de cette opportunité, mais le retour à une situation antérieure comme celle de 2010 au niveau

États-Unis et Russie pourrait refermer cette fenêtre aujourd'hui ouverte

En quelque point du globe que ce soit, une expatriation prolongée de citoyens européens permet de constater l'existence d'une solide identité commune, qui s'affirme et se revendique bien plus fort qu'en Europe même. Au bout du monde, l'identité européenne se découvre, contrairement à « à la maison » où elle s'estompe, inhibée par l'identité nationale.

Les Européens partagent évidemment un destin commun, un sentiment d'être *« dans le même bateau »*, mais ils le ressentent le plus hors de leur territoire, et le moins *« au pays »*.

8. 2 Plan stratégique proposé pour l'évolution de l'Europe

Les éléments de la fenêtre d'opportunité, ci-dessus citée, conduisent à construire progressivement l'autonomie européenne autour de la sécurité et de la défense, car elles constituent le socle qui nous permettra de progresser et d'obtenir une souveraineté globale qui préserve le mode de vie et les valeurs portées par l'Europe.

Ce socle pourrait être lancé sur la base du triangle de Weimar (France Allemagne, Pologne) auquel se joindraient le Royaume-Uni (Accord de Lancaster) et l'Italie. En effet, les éléments existants (Dissuasion nucléaire, Rafale, porte-avions, accès à l'espace, chars, drones, munitions conventionnelles) constituent une belle base pour progresser, mais il manque pour le futur des systèmes de défense aérienne, des drones et des capacités de lutte contre ceux-ci, ainsi que des composants électroniques)

Ce socle sécurité et défense nécessite :

- d'amplifier la souveraineté industrielle et technologique ;
- (BITD européenne) : construction de leaders mondiaux dans les domaines ciblés ;
- de sécuriser les chaînes d'approvisionnement et les produits critiques : exemples de terres rares et de semi-conducteurs dans les relations avec Taïwan, mais aussi les autres éléments : énergie (ex ; pétrole, gaz uranium), matières premières (ex : lithium, cobalt, magnésium, graphite, tungstène). Médicaments (principes actifs,) ;
- des technologies du numérique (cloud, systèmes d'exploitation, moteurs de recherche, réseaux sociaux, intelligence artificielle) ;
- des engrais pour l'agriculture : phosphates, potasse, et des aliments : soja…
- des produits manufacturés : panneaux solaires, batteries, textiles, équipements informatiques ;
- de construire une puissance normative européenne permettant de nous protéger, comme le fait aujourd'hui le RGPD ;
- de développer, sur la base des réseaux existants, une diplomatie qui appuierait le non-alignement en ciblant des pays tels que le Japon, le Canada, l'Inde…
- de renforcer la puissance économique et financière, par exemple en imposant des échanges commerciaux en euros, en lançant un grand emprunt européen au lieu d'emprunter à d'autres pays à des taux actuellement supérieurs.

Dans les actions induites par ce plan, on pourra privilégier des actions qui éviteront également la fuite des cerveaux qui deviennent un fait marquant, notamment vers l'Australie ou le Canada

8 3) La nécessité d'un récit européen pour mieux faire adhérer les populations à l'ambition européenne

Un récit induit généralement un sentiment d'appartenance : il aide des personnes d'origines, de cultures ou de régions différentes à se

sentir membres d'une même communauté nationale, fondée sur la transmission de valeurs communes : par exemple la liberté, l'égalité, la démocratie, la solidarité, la résistance, ou d'autres idéaux.

Un récit est également important pour :

- renforcer la cohésion sociale : en mettant en avant des références historiques partagées, il peut favoriser l'unité, notamment dans les périodes de crise, et donner des repères historiques ;
- offrir une trame permettant de comprendre les grandes étapes de la construction du pays et de légitimer les institutions.

Dans la situation actuelle, un récit manque aujourd'hui fortement à l'Europe et nous paraît être un point clé de la construction de sa souveraineté. Aussi en proposons-nous un en annexe de la présente note.

9) Plan d'action

Le plan d'action proposé prend en compte les orientations suivantes : souveraineté, indépendance, puissance, reconnaissance.

Souveraineté

La prise en compte de la souveraineté de l'Europe conduit à une révision de la structure politique de l'UE et de ses missions

Il convient de parvenir le plus vite possible à dépasser notamment le principe d'unanimité, qui bloque finalement certaines dynamiques vertueuses de développement. Cela revient aussi à revoir le poids de la Commission ou le mode d'action des États qui doivent être mieux reconnus et visibles dans les décisions de l'UE ; c'est indispensable pour parvenir à faire revenir les citoyens européens aux enjeux de l'Europe.

Le modèle de l'ESA (*European Space Agency)* fondé sur des coopérations structurées permanentes peut être repris comme base de réflexion. Ainsi, dans le domaine de la défense, il pourrait être confié à des groupes de pays, la défense de certains secteurs : sud, est… avec un mécanisme de bascule d'effort selon le besoin.

Indépendance

Il faut absolument obtenir une indépendance énergétique, c'est un point clé pour le continent. Il faut décarboner notre énergie et nous tourner très rapidement, à l'échelle de l'Europe entière, vers les énergies pas seulement nucléaires, mais aussi vers l'hydrogène, le solaire, l'éolien, le maritime, etc. C'est *de facto* tout le réseau électrique qu'il faut revoir à l'échelle européenne.

Il faut, aussi, être indépendant dans la production alimentaire des États. Comme d'autres continents, nous avons le devoir de parvenir à l'autosuffisance agricole et en élevage. Cela veut dire, pour les États, accepter des renoncements et se reposer sur d'autres pays de l'Union.

Puissance

La question de la défense européenne doit traiter la question de l'Otan. Comme mentionné par ailleurs la menace russe et l'évolution de la position américaine nous donnent une opportunité pour enfin aller vers une capacité autonome de défense. Il convient de développer la Boussole stratégique et mettre en place une véritable vision stratégique européenne Il faut soit créer une chaîne de commandement européenne indépendante de l'Otan, soit faire de cette chaîne, l'ossature européenne de l'Otan avec un chef suprême européen.

Il convient aussi de se répartir certaines missions (protection des fonds marins, accès à l'espace exoatmosphérique, « guerre » dans l'espace…) et d'en partager d'autres (cyber, renseignement : créer une agence européenne de renseignement répondant aux chefs de gouvernement et pas à la Commission, par exemple.

Il faut également disposer d'une industrie de défense là aussi répartie selon les points forts de chacun et éviter les achats hors Europe, ce qui renforcera notre souveraineté

Reconnaissance

- par sa puissance politique : cohésion et solidarité entre les membres, ou groupe de membres/représentation et poids au sein des instances internationales ;
- par son indépendance ;
- par son développement technologique qui passe par le déploiement de structures universitaires de premier ordre ;
- par sa monnaie ;
- par ses grands projets cités ci-après.

Il faut au plus vite disposer d'acteurs européens totalement indépendants des autres dans le numérique, l'intelligence artificielle, le quantique et construire un réseau social européen qui éduquera plutôt qu'il n'abrutira (cf Tik Tok).

Nous avons un avantage : nos concurrents, États-Unis et Chine, voient l'Europe d'un bloc. Mais nous avons aussi une grande faiblesse, car pour nous fragiliser, ils nous traitent pays par pays. Même l'industrie allemande est en train de se faire mettre en pièce par la Chine.

Nous serons forts, si notre marché intérieur est fort…revenons aux objectifs premiers de nos anciens, le marché commun. C'est aussi un axe qui rencontre l'enjeu des normes.

Plan d'action détaillé pour répondre aux orientations ci-dessus

Le plan des actions proposé ci-dessous ne prétend pas résoudre tous les problèmes européens notamment politiques, mais son lancement permettrait de marquer les esprits des citoyens en permettant ainsi une construction progressive d'une Europe souveraine.

Cette souveraineté permettrait à l'Europe de peser sur la scène internationale, par exemple dans des conflits tels qu'une invasion de Taïwan par la Chine.

Mis à part la communication décrite ci-dessous qui doit être faite au niveau de l'UE, afin d'éviter les blocages et les problèmes politiques qui y sont liés, toutes les actions proposées sont basées sur le volontariat

des pays trouvant un intérêt commun à se rassembler pour mener des programmes ensemble avec une organisation, par exemple du Type ESA *(European Space Agency)*.

Cette logique de volontariat, conforme au traité de Lisbonne, doit toutefois s'accompagner d'un effet d'entraînement économique clair afin de recréer la dynamique initiale du marché commun. L'Europe doit redevenir un espace où il est plus simple d'échanger, d'investir, de produire et de circuler plutôt que de rester fragmenté par les frontières administratives ou réglementaires.

Ce plan d'action est basé sur cinq axes complémentaires :

- communication ;
- favoriser le rapprochement des citoyens européens autour d'un vaste projet culturel européen ;
- lancement de grands programmes ;
- financement ;
- prioriser les approvisionnements stratégiques.

À ces cinq axes s'ajoute un principe transversal : renforcer le marché intérieur, réduire les obstacles non tarifaires et harmoniser de manière ciblée les règles dans les domaines stratégiques.

Action N° 1 : COMMUNICATION

Faire connaître la stratégie « sécurité et défense » proposée pour l'Europe en développant son pourquoi, sa fenêtre d'opportunité, et ses résultats potentiels dans une approche de souveraineté et de développement d'une Europe puissante, construite par étapes successives.

Souligner le fait que cette stratégie est cohérente avec le traité de Lisbonne concernant l'Union européenne et que le plan d'action, s'appuie sur des exemples qui fonctionnent aujourd'hui, qui peuvent servir à garantir la sécurité des citoyens européens et à innover avec des actions ciblées en fonction des besoins actuels liés à la situation internationale

Cette action de communication et d'explication est particulièrement nécessaire et pourrait prendre la forme d'une annonce du *type Nation-*

al Security Strategy, récemment publiée aux États-Unis. Elle devrait également exposer de manière très lisible les bénéfices concrets pour les citoyens et les entreprises : sécurité accrue, emplois industriels, baisse de certaines dépendances, meilleur accès au marché intérieur et sentiment d'appartenance renforcé.

On notera qu'une Europe de la sécurité et de la défense ne se conçoit pas sans l'intégration d'autres politiques publiques dans les 27 États membres : il faut aussi une Europe de l'éducation (pour une éducation à l'Europe), une Europe de la taxation (pour une équité de concurrence entre acteurs économiques), une Europe du budget (pour une équité de dans la participation aux dépenses communes), une Europe de l'environnement, pour accélérer la décarbonation de nos industries et de notre agriculture.

Action n° 2 : FAVORISER LE RAPPROCHEMENT DES CITOYENS EUROPÉENS à la fois au niveau humain et au niveau commercial

En renforçant les échanges, la connaissance mutuelle et les projets communs, les citoyens européens peuvent développer un sentiment d'appartenance plus fort, tout en préservant la diversité culturelle qui constitue l'une des principales richesses de l'Europe. Mais ce rapprochement doit aussi produire des effets économiques visibles, en facilitant les mobilités, les coopérations d'entreprises, les investissements transfrontaliers et les chaînes de valeur européennes.

– **Le programme Erasmus** connaît au niveau des jeunes un succès important et est plébiscité par de nombreuses instances européennes. (83 % des étudiants Erasmus se disent se sentir plus européen) **Il peut servir de modèle pour créer deux autres Erasmus complémentaires : celui des quadras et celui des seniors de 60 ans et plus**. Ce programme pourrait être basé sur des sessions de conférences, et surtout d'échanges et de visites, qui permettraient d'approfondir la connaissance de l'autre, des us et coutumes de chaque pays. Et en cas de séjour prolongé (en mois ou en année),

ce programme pourrait offrir l'intégration de la culture du pays d'accueil, l'élargissement de l'horizon culturel.

Sur la base du triptyque utilisé par l'IHEDN il est possible également de prévoir des travaux de groupe permettant de souder les participants et de créer des relations de long terme.

- **Établissement d'un service civique européen volontaire** de courte durée dans chaque pays, avec échanges de jeunes entre pays pour les activités de nature sociale. Ce service civique pourrait être étendu à des missions concrètes liées à la transition écologique, à la protection civile, au numérique ou à l'aide aux populations vulnérables.

  Globalement, il s'agit en fait de multiplier les efforts en complément de ceux menés, par exemple, par les jumelages, en portant ce type d'action au niveau global de l'Europe, avec un management et des financements à la hauteur des enjeux. Il serait utile d'y associer les entreprises, les collectivités et les universités pour en faire un réseau permanent d'échanges et d'innovation.

- **Mettre en place, au cours de la scolarité, dans tous les pays qui le souhaitent, un enseignement de l'Europe :** un vrai renforcement de l'éducation à l'Europe : Histoire du continent ; réalisations communautaires, histoire des tentatives, historiques de concentration (les légions romaines jusqu'au Danube et à l'Angleterre, Charlemagne ; la Révolution française et Napoléon) ; enseignement de tous les acquis européens : passeport unique, l'euro, liberté d'établissement professionnel et de résidence, reconnaissance des régimes de santé/retraite, etc., renforcement de l'enseignement des langues étrangères européennes, harmonisation des cursus scolaires ; échanges scolaires ;
- **Créer un cloud européen** permettant de s'affranchir de la tutelle américaine et de renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté unie, et mettre en place une Europe normative avec ses propres standards permettant de se protéger tel que cela avait été fait avec le RGPD. Ce volet doit être élargi à l'ensemble

de la souveraineté numérique : cloud, hébergement des données, cybersécurité, logiciels stratégiques, intelligence artificielle et infrastructures critiques.

- L**a mise en place d'un réseau européen indépendant,** comme cité ci-dessus, est également une nécessité qui renforcerait la culture européenne et la floraison d'œuvres européennes de l'internet.

  Ces échanges pourraient être structurés dans un « vaste projet culturel Europe » à créer dans le but de bien faire découvrir et adopter le sentiment d'appartenance à l'Europe. Ce projet culturel pourrait être adossé à des contenus numériques européens, des plateformes éducatives et des médias communs de service public.

  Action N° 2 bis : RENFORCER LES MOBILITÉS

- **Mettre en place un programme de suppression progressive des obstacles non tarifaires** encore existants entre États membres, afin de faciliter la circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes. Accélérer l'Union des marchés de capitaux pour permettre aux entreprises européennes de se financer plus facilement à l'échelle continentale.
- **Finaliser un véritable marché unique des services,** encore trop fragmenté, afin d'ouvrir davantage la concurrence et l'innovation.
- H**armoniser de manière ciblée certaines règles fiscales** et réglementaires dans les secteurs stratégiques pour éviter la fragmentation du marché européen
- **Mettre en place un grand programme de liaisons ferroviaires** pour renforcer celui existant, en privilégiant les lignes à grande vitesse et les infrastructures routières,permettant une meilleure liaison entre les États européens :
  - ▷ Ex 1 Axe occidental Lisbonne -Madrid — Paris— Bruxelles— Amsterdam— Rotterdam

- ▷ Ex 2 : Axe Europe centrale Bucarest- Budapest Vienne-Prague-Berlin
- ▷ Ex 3 Axe Nord Sud : Stockholm — Copenhague-Berlin-Munich-Rome
- ▷ Ex 4 Axe Transverse : Paris-Francfort-Berlin-Varsovie

Ces quatre axes prioritaires permettraient d'exploiter les communications ferroviaires au niveau humain, mais aussi apporteraient un soutien commercial important via le fret.
Ce réseau permettrait également du fait des liaisons existantes d'avoir des corridors de liaison entre les grands ports et les principales capitales. Un tel programme aurait aussi l'avantage de rendre visible pour les citoyens le retour d'une Europe concrète, utile et connectée.

Action n° 3 : LANCEMENT DE GRANDS PROGRAMMES capables de fédérer des États et des Industriels au niveau défense

Dôme de défense antimissiles balistiques

L'Europe si elle était attaquée par les airs, ne possède pas de moyens de se défendre efficacement face aux missiles balistiques ou aux drones. Seul l''Aster, qui est un missile très cher et peu déployé, peut exercer une faible partie de cette mission.

Il est donc nécessaire de lancer un grand programme de développement et de production d'un dôme protecteur contre les missiles balistiques qui, dans la situation actuelle, ne pourrait pas être opérationnel avant cinq à dix ans. Il est donc urgent de lancer un programme de ce type pour être capable de défendre les citoyens européens. En effet, quelle serait la réaction de la population si elle découvrait lors d'une attaque de missile sur Berlin, Varsovie ou Paris que nous n'avons rien pour nous défendre et que nous sommes une fois de plus dépendant des États-Unis qui ne sont pas forcément disposés à voler à notre secours…

Drones et défense contre les drones

De même que ci-dessus, les capacités de défense contre une attaque de drones sont aujourd'hui au stade du prototype, et il en est de même pour des drones de surveillance ou d'attaque, pour lesquels seuls les achats externes peuvent permettre d'apporter une solution au besoin. **Dans ces deux domaines, drones et antidrones, un programme européen est aussi indispensable.** Il conviendrait d'y associer également les capacités de surveillance, de brouillage, de guerre électronique et de protection des infrastructures critiques.

Défense cyber au niveau de l'Europe

L'objectif est de rendre l'Europe plus résiliente face aux cyberattaques, qu'elles proviennent de groupes criminels, d'acteurs étatiques ou d'opérations hybrides, tout en laissant aux États membres la responsabilité principale de leur défense nationale.

La défense cyber de l'Europe n'est pas organisée comme une « armée cyber européenne » unique. Les responsabilités sont réparties entre plusieurs organismes de l'Union européenne et les États membres eux-mêmes.

Une forte action d'étude commune des pays volontaires pour coopérer et étudier comment mettre en place une dissuasion cyber serait un élément très important pour la défense de l'Europe.

Sécurité spatiale et surveillance stratégique.

Un programme complémentaire devrait porter sur l'espace, les satellites d'observation, les capacités de communication sécurisée et l'alerte avancée, car la sécurité européenne dépend aussi de la maîtrise de l'information et de la résilience orbitale

Action n° 4 : FINANCEMENT

La reconnaissance de la nécessité des grands programmes ci-dessus cités entraînera un besoin de capitaux importants, pouvant être

acquis par le **lancement au niveau de l'Union européenne, d'un grand emprunt à souscrire auprès des citoyens** eux-mêmes. Cet emprunt permettra de concrétiser le niveau d'adhésion des citoyens à la stratégie proposée et d'ancrer l'idée de nation européenne prête à s'investir pour garantir sa sécurité et son bien-être. Cet emprunt devrait être pensé comme un instrument de mobilisation politique autant que financière, à l'image d'un grand projet commun fédérateur.

Lancé au niveau Union européenne, cet emprunt serait mis à disposition des pays souhaitant s'investir sur des actions choisies dans une organisation du type ESA (European Space Agency) pour mettre en place les outils nécessaires à la sécurité tel que formulée dans la stratégie. Une participation financière de chaque pays viendra compléter l'emprunt réalisé et montrera ainsi la motivation des participants dans les programmes décidés en commun. Il serait utile d'y ajouter une capacité d'appel à l'épargne privée et aux investisseurs institutionnels, afin de démultiplier l'effet de levier.

Ce mode de fonctionnement basé sur la volonté de certains États, et sur des intérêts communs à tous, permet en effet, en conformité avec le traité de Lisbonne, de contourner les difficultés actuelles engendrées par une décision commune de tous les 27 membres. Notons que le mode de fonctionnement type ESA permet également d'intégrer des pays comme le Royaume-Uni et la Norvège connus pour être hors UE.

Pour pouvoir avoir une Europe souveraine dans le financement, il faut également, de façon prioritaire, que toutes les transactions de vente et d'achats puissent utiliser l'euro afin de bien consolider notre monnaie et aussi de souligner auprès de nos fournisseurs et de nos clients la notion d'Europe puissance. Il serait également utile de favoriser l'usage de l'euro dans les contrats internationaux et dans le financement des matières premières stratégiques.

Action n° 5 PRIORISER LES APPROVISIONNEMENTS STRATÉGIQUES et lancer un plan de sécurisation de ces approvisionnements

Au cours des dernières années, l'Union européenne a lancé plusieurs initiatives pour réduire ces dépendances, notamment le Pacte vert pour l'Europe, le *Critical Raw Materials Act*, le *European Chips Act* et des politiques visant à diversifier les fournisseurs, développer le recyclage et relocaliser certaines productions stratégiques. Malgré ces efforts, les dépendances les plus difficiles à réduire concernent encore les matières premières critiques, les semi-conducteurs de pointe, certaines technologies numériques et une partie des approvisionnements énergétiques.

Quatre domaines nous paraissent prioritaires dans le cadre de la stratégie sécurité et défense décrite ci-dessus :

- **Le domaine de la santé** (problème de disponibilité de molécules de base pour les soins et remèdes utilisées en Pharmacie) l'Union européenne encourage désormais la diversification des fournisseurs, l'augmentation des stocks stratégiques et la relocalisation de certaines productions de principes actifs jugés essentiels. Mais elle reste encore très dépendante de la Chine, de l'Inde et des États-Unis pour les principes de base anciens peu coûteux et génériques. Pour ceux-ci, l'effort de rapatriement des secteurs délocalisés vers d'autres continents doit être relancé, le besoin de lancer une réindustrialisation locale est à revoir. Il faudrait ajouter un plan européen spécifique pour les médicaments critiques, les antibiotiques, les vaccins, les substances de base et les chaînes de production pharmaceutique.
- **Les domaines des hautes technologies,** et notamment celui de l'aéronautique. On peut citer pour Taïwan, les semi-conducteurs et les terres rares. Mais l'Europe est également dépendante, notamment pour l'intelligence artificielle, les batteries, l'électronique grand public, l'informatique quantique et la robotique industrielle, ainsi que l'uranium pour le nucléaire.

– **L'énergie** la dépendance énergétique peut se résumer de façon suivante :
  ▷ pétrole : plus de 95 %,
  ▷ gaz naturel : 80 à 90 %,
  ▷ charbon : 50 à 70 %,
  ▷ uranium (combustible nucléaire) : 95 %.

Devant le tableau ci-dessus, il n'existe pas **une seule agence européenne** chargée de toutes les dépendances stratégiques, mais un ensemble d'institutions qui les analysent et proposent des politiques dans leurs domaines respectifs. Depuis la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine, cette fonction s'est fortement structurée. Au-delà du constat, il faut lancer une vraie stratégie de sécurité énergétique fondée sur la diversification, les interconnexions, le nucléaire, les renouvelables, le stockage et un super-réseau électrique européen. L'urgence d'une initiative en ce domaine se mesurera en un simple chiffre : suite à son plan d'action énergétique publié en juillet 2026, la Chine dispose désormais d'une capacité de production d'énergie supérieure à celle de l'Europe et des États-Unis réunis.

Comme pour les actions ci-dessus, nous proposons que les pays volontaires puissent créer ensemble une Agence Unique jouant le rôle de pôle qui progressivement fédérera les acteurs existants dispersés

Dans le domaine énergétique, compte tenu de la situation actuelle avec le développement de l'éolien offshore, du solaire dans le sud de l'Europe et des échanges d'électricité entre pays, il nous semble important de développer la création d'un « superréseau européen » reposant, par exemple, sur une technologie a développer en Europe pouvant prendre comme modèle l'ultra-haute tension chinoise.

Conclusion

Pour construire sa souveraineté, son indépendance, et voir sa puissance reconnue, l'Europe doit retrouver la force initiatrice du marché commun. Elle doit redevenir un espace simple, lisible et utile. Les actions décrites ci-dessus doivent renforcer le marché intérieur, réduire les obstacles réglementaires et soutenir plus clairement la compétitivité industrielle.

L'Europe doit aussi mieux mobiliser l'épargne, orienter les financements vers les secteurs stratégiques et affirmer sa puissance normative dans le numérique, l'industrie, la santé et l'environnement.

L'Europe a besoin d'un projet symbole concret, simple et mobilisateur, capable de redonner aux citoyens le sentiment que l'intégration européenne produit des résultats visibles et utiles

Les actions ci-dessus citées permettront de satisfaire ce besoin ; associées à une mobilisation de tous, elles devraient aussi permettre aux citoyens de se réconcilier avec leurs instances dirigeantes grâce à une meilleure compréhension de leurs décisions et de leurs actions.

Annexe — Récit européen : une Europe maître de son destin

Pour poursuivre sa marche en avant, l'Europe a aujourd'hui besoin de s'appuyer sur ses acquis et sur son passé. En effet, mettre en avant un récit européen est un moyen pour faire prendre conscience aux citoyens de leurs spécificités pour s'affirmer dans le monde actuel. L'histoire du continent leur en donne les moyens, par la réalité européenne d'aujourd'hui et par les ambitions qu'il porte pour le monde de demain. L'Europe puissance s'épanouira lorsque ses citoyens prendront conscience de leur force lorsqu'ils sont rassemblés face aux empires qui s'affirment autour d'eux aujourd'hui. Ces empires sont identifiables : les États-Unis, la Chine, la Russie et plus largement les puissances émergentes qui structurent un nouvel équilibre mondial.

L'Europe est aujourd'hui une évidence lorsque l'on se situe à l'extérieur d'elle-même, mais, hélas, elle devient un poids et une organisation peu appréciée lorsque l'on se retrouve à l'intérieur. Ce décalage tient en partie à une insuffisante lisibilité de ses bénéfices concrets et à une perception d'impuissance face aux grandes transformations du monde.

Pour comprendre ce qui peut faire à nouveau la force de l'Europe, il faut regarder son histoire sans nostalgie. Jusqu'au début du XXe siècle, l'Europe a dominé le monde non parce qu'elle formait un empire unique, mais parce qu'elle était un espace de concurrence entre puissances proches, capables d'échanger, de se défier et d'innover sans cesse. Cette fragmentation politique a longtemps été un handicap sur le plan de l'unité, mais elle a aussi constitué un formidable moteur d'émulation. Les royaumes et États européens ont avancé plus vite que d'autres dans le droit, la science, l'industrie, la guerre, la navigation et les arts, précisément parce qu'aucun d'entre eux ne pouvait s'endormir durablement dans la routine.

Cette dynamique a produit une avancée historique, car l'Europe actuelle a su transformer ses rivalités en matière d'innovation, et sa pluralité en accélérateur de puissance. Mais ce modèle a aussi porté en lui ses excès : guerres répétées, domination coloniale, nationalismes destructeurs et conflits internes qui ont fini par ruiner une partie de cet avantage. L'histoire montre ainsi que le repli sur soi des nations est la plus mauvaise des solutions : il affaiblit durablement chacun, alors que la coopération entre États permet au contraire de dégager des marges de progrès et de puissance commune. Il faut aussi garder à l'esprit que ce discours de repli peut être instrumentalisé par des puissances extérieures qui ont intérêt à voir l'Europe se diviser et s'affaiblir.

Même si cette Europe puise ses bases dans le passé lointain avec les Grecs et les Romains, c'est en fait, de par son organisation actuelle, un continent jeune ; ceci contrairement à ce que mettent en avant nos compétiteurs en parlant de Vielle Europe. Le récit européen actuel trouve son origine dans les ruines de la Seconde Guerre mondiale. Après des décennies marquées par les conflits, les dirigeants européens ont compris que la paix durable ne pouvait être assurée que par la coopération entre les nations. C'est dans cet esprit que fut lancée, en 1950, la déclaration de Robert Schuman, considérée comme l'acte fondateur de la construction européenne.

L'histoire des Européens leur fournit des repères dont ils peuvent être fiers :

- invention de la démocratie à Athènes, droit romain qui perdure » aujourd'hui ;
- humanisme, et droits de l'Homme ;
- développement d'une culture qui s'est diffusée dans le monde entier ;
- état de droit, séparation de l'église et de l'État ;
- économie sociale de marché ;
- idéal de paix illustré par l'exemple qu'elle constitue par la réunion pacifique de tout un continent.

Les Européens se retrouvent aujourd'hui autour :

- d'un drapeau et d'un hymne ;

– d'une devise qui les représente particulièrement bien : ***Unis dans la diversité*** ;
– d'une journée le 9 juin encore trop méconnue ;
– d'une monnaie commune.

L'Europe ne pourra devenir forte pour faire entendre sa voix dans des conflits tels que celui de Taïwan que si elle sait organiser la diversité de ses États autour d'objectifs communs concrets. Là où elle s'est longtemps construite par la rivalité, elle doit désormais se construire par la coordination volontaire, la mutualisation des moyens et la capacité à décider ensemble sur les sujets vitaux. C'est à cette condition qu'elle pourra retrouver de la vitesse, de l'influence et de l'autonomie, comme elle a déjà fait dans certains domaines… trop peu nombreux.

Une Europe puissance est une Europe capable de décider rapidement, de produire sur son sol, de protéger ses intérêts et d'imposer ses normes. Cela suppose notamment de réduire les blocages institutionnels, de renforcer les coopérations entre États volontaires et de développer des projets industriels communs.

L'Europe doit progresser sur les bases de sa jeunesse qui a besoin de bien connaître notre continent, ce qui nécessite pour cela que l'Europe fasse partie de l'enseignement qu'elle reçoit tout au long de sa scolarité.

Très concrètement la constitution de l'Europe et ses améliorations successives depuis plus de 70 ans ont entraîné :

La paix et la stabilité au cours de ces soixante-dix dernières années :

– après les conflits qui avaient marqué l'Europe au XX⊠ siècle, la coopération économique a renforcé les liens entre les États ;
– Cette interdépendance a contribué à maintenir la paix entre les pays membres.

Au niveau économique :

– la suppression progressive des droits de douane entre les États membres a favorisé les échanges commerciaux. Les entreprises ont ainsi eu accès à un marché plus vaste, ce qui a stimulé la production et les investissements ;

- le niveau de vie s'est globalement amélioré dans les pays membres ;
- des politiques récentes, comme le *Green Deal*, le plan de relance européen ou le *Chips Act* illustrent la capacité de l'Europe à orienter son modèle économique vers la transition écologique et la souveraineté industrielle.

Au niveau des échanges entre citoyens :

- la CEE a progressivement instauré la libre circulation : des marchandises, des personnes, des services, des capitaux et des biens ; elle permet notamment pour une personne qui a travaillé dans un pays A et qui veut vivre à sa retraite dans un pays B de pouvoir toucher celle-ci sans difficulté majeure ;
- cela a facilité le travail, les études et les déplacements dans les pays membres ;
- La mise en place d'Erasmus pour les jeunes est un bel exemple de ce que sait faire l'Europe ; on y trouve quatre objectifs qui permettent une progression de l'esprit européen : Inclusion et diversité, transition écologique, transformation numérique, participation à la vie démocratique et citoyenneté européenne.

Au niveau de l'aide au développement régional :

- des fonds européens ont été mis en place pour soutenir les régions les moins développées ;
- Ces aides ont permis de financer des infrastructures, des formations et des projets de développement.

> *Ainsi, l'Europe d'aujourd'hui est faite d'échanges entre humains de cultures différentes et associés de façon pacifique. C'est la promotion d'une gouvernance mondiale au service des biens communs de l'humanité avec le leadership dans l'action pour le climat.*

L'ambition pour le monde est une présence de l'Europe à hauteur des grandes puissances qualifiées de « rivaux systémiques », avec la promotion de régulations :

- qui préservent la paix, l'état de la planète ;
- qui minimisent les déséquilibres de la finance et l'accroissement des inégalités,
- qui garantissent les droits des personnes ;
- qui encadrent les questions éthiques que posent les progrès scientifique et technique, mais aussi les concentrations de pouvoirs économiques face aux pouvoirs politiques.

Affirmer les valeurs de l'Europe ne veut pas dire nier les autres cultures ou autres systèmes de valeurs, mais cultiver une identité commune déjà largement partagée. L'Europe est le meilleur rempart pour protéger ses citoyens contre l'arrivée de dictatures, pour protéger la paix, la liberté et la démocratie.

Au cœur d'une souveraineté ouverte, le récit européen est aussi celui de la diversité. Malgré leurs différences de langues, de cultures et de traditions, les citoyens européens partagent l'ambition de construire un avenir commun. Les programmes d'échanges, la libre circulation des personnes et les projets communs contribuent à renforcer ce sentiment d'appartenance.

Ainsi, face aux défis du XXIe siècle, tels que le changement climatique, les crises économiques ou les tensions internationales, le récit européen continue d'évoluer. Il rappelle que la coopération et le dialogue demeurent des moyens essentiels pour préserver la paix, promouvoir le développement et défendre les valeurs communes qui unissent les peuples d'Europe.

Mais cette ambition ne se réalisera pas spontanément ; elle suppose une volonté politique claire, des choix assumés et une mobilisation des citoyens. L'Europe ne sera une puissance que si elle a la volonté de se construire comme telle.

Lexique

ASEAN : Association de nations d'Asie du Sud-Est, citée comme partenaire stratégique potentiel de l'Europe.

Autonomie stratégique : Capacité à décider et agir de manière indépendante dans les domaines stratégiques, notamment la sécurité, la défense et les technologies.

BITD : Base industrielle et technologique de défense.

Blocus : Mesure visant à empêcher ou à limiter les échanges et les accès maritimes ou aériens.

DPP : Parti démocrate progressiste de Taïwan.

Hard power: Capacité d'influence reposant notamment sur la puissance militaire et la dissuasion.

Indo-Pacifique : Espace stratégique couvrant l'océan Indien et l'océan Pacifique, central dans l'étude.

KMT : Kuo-Min-Tang, parti nationaliste taïwanais.

PCC : Parti communiste chinois.

RPC : République populaire de Chine.

Soft power: Capacité d'influence par l'attractivité, la diplomatie, les normes, la culture ou l'économie.

SWOT: Méthode d'analyse distinguant forces, faiblesses, opportunités et menaces.

Statu quo : Situation existante maintenue sans modification fondamentale.

TSMC : Entreprise taïwanaise majeure dans la fabrication de semi-conducteurs avancés.

TRA : Taïwan Relations Act, loi américaine de 1979 encadrant la relation non officielle avec Taïwan.

ZEE : Zone économique exclusive maritime dans laquelle un État dispose de droits économiques spécifiques.